

Brochure n° 3258

Convention collective nationale

IDCC : 1597. – **BÂTIMENT**
Ouvriers
(Entreprises occupant plus de 10 salariés)

ACCORD DU 9 OCTOBRE 2006
RELATIF AUX INDEMNITÉS DE PETITS DÉPLACEMENTS
(CENTRE)
NOR : *ASET0651249M*
IDCC : 1597

Entre :

La FFB région Centre ;

La DRC-FFIE ;

La CAPEB Centre,

D'une part, et

L'UR-FO Centre ;

La CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

En application des articles 12.8 et 12.9 des conventions collectives nationales du bâtiment du 8 octobre 1990, concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (entreprises de plus de 10 salariés),

Les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé les valeurs relatives aux petits déplacements des ouvriers des entreprises du bâtiment de la région Centre comme suit à compter du 1^{er} novembre 2006.

Article 2

L'indemnité de repas est fixée à 7,80 €.

L'indemnité de repas due dans les conditions d'application de l'accord national du 14 avril 1976 sera versée à tout salarié ne rentrant pas prendre son déjeuner à sa résidence habituelle.

Cette indemnité est applicable en zone 1 a, depuis le 1^{er} mai 1993.

Article 3

Les indemnités de transport sont les suivantes :

- zone 1 a (jusqu'à 3 kilomètres) : 0 € ;
- zone 1 b (de 3 à 10 kilomètres) : 2,86 € ;
- zone 2 (de 10 à 20 kilomètres) : 5,99 € ;
- zone 3 (de 20 à 30 kilomètres) : 8,86 € ;
- zone 4 (de 30 à 40 kilomètres) : 12,26 € ;
- zone 5 (de 40 à 50 kilomètres) : 15,70 €.

Article 4

Les indemnités de trajet sont les suivantes :

- zone 1 a (jusqu'à 3 kilomètres) : 0 € ;
- zone 1 b (de 3 à 10 kilomètres) : 2,05 € ;
- zone 2 (de 10 à 20 kilomètres) : 3,34 € ;
- zone 3 (de 20 à 30 kilomètres) : 4,12 € ;
- zone 4 (de 30 à 40 kilomètres) : 5,15 € ;
- zone 5 (de 40 à 50 kilomètres) : 6,44 €.

Article 5

Le texte du présent accord sera déposé à la direction des relations du travail du ministère de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement et aux secrétariats-greffes des conseils de prud'hommes de Bourges, Chartres, Châteauroux, Tours, Blois et Orléans, conformément au code du travail.

Fait à Orléans, le 9 octobre 2006.

(Suivent les signatures.)